

<https://enseignants.se-unsa.org/Budget-2024-offrir-un-os-mais-s-attaquer-a-la-moelle>



enseignants de l'Unsa



Budget 2024 : offrir un os mais s'attaquer à la moëlle

- Presse - Communiqués de presse -

Date de mise en ligne : mercredi 27 septembre 2023

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

L'augmentation du budget de l'Éducation nationale prévue en 2024 avec 3,9 milliards d'euros est une augmentation importante d'un point de vue nominal. Pourtant, avec ce budget, le ministère ne se donne pas les moyens d'une politique éducative ambitieuse et adaptée aux défis de notre système éducatif.

D'une part, l'augmentation finance, pour ainsi dire, uniquement des mesures qui sont entrées en vigueur en 2023 (socle, pacte, augmentation du point d'indice en juillet 2023, augmentation des rémunérations des AESH). Le budget 2024 n'offre donc aucune perspective concrète de poursuite de la revalorisation pourtant indispensable.

D'autre part, le ministère fait des économies et supprime 2 500 postes. Certes, cela intervient dans un contexte de baisse démographique des élèves et de difficulté à pourvoir les postes existants, mais il faut se souvenir que le gouvernement Macron, dans un contexte d'augmentation de la démographie, supprimait déjà des postes.

Par ces choix budgétaires, le ministère ignore, gomme les besoins réels en personnels qui sont particulièrement importants : les difficultés des remplacements dans le 1er comme dans le 2d degré, le manque d'enseignants spécialisés et de personnels éducatifs. Poursuivre la revalorisation des personnels et investir pour améliorer les conditions de travail dégradées ne sont pas les options retenues. Ce que déplore le SE-Unsa.

Au lieu de profiter d'un contexte favorable, le ministère fait donc le choix de ne pas utiliser les moyens budgétaires au bénéfice des fondamentaux (poursuite de la revalorisation des personnels, allègement des effectifs de classes, amélioration des conditions d'exercice, formation des personnels...). Il préfère au contraire utiliser le budget de l'État pour développer l'accessoire, le périphérique, *via* des dispositifs comme le pacte ou le SNU. Ces choix ne sont pas les bons.

Le SE-Unsa ne les partage pas et les dénonce, d'autant qu'ils vont à l'encontre d'un regain d'attractivité de nos métiers et de l'intérêt de notre système éducatif.

Paris, le 27 septembre 2023

Élisabeth Allain-Moreno
Secrétaire générale du SE-Unsa
06 29 37 17 83

Attachée de presse
Brigitte Biardoux
06 26 53 17 84